

se plaignaient
voulait prendre
sacrifices et des
sacrifices, mais de
facile, était
à augmenter
prix du beurre,
urgent dans la
re obligés de
Mais, pour
mon brave ami,
l'automne, il
ps, de remuer
faire produire
pour punition
mettre sans
sacrifices comme
s, il faut faire

sur le thé et le

posées par le
up d'affaires :
campagnes ne
ai dans votre
transactions
par hasard, il
ous avez dix-
fois ou deux
onations, vos
nt exemptés
ndes transac-
mais ce n'est
que pas de
s.

ou deux fois
er dont vous

eux que cela,
tes.

il s'agit de
ral à Ottawa
de trois mil-
dit rien avec
t vous avez
e un chemin
es élections,

; mais est-ce
faire vendre

Le Curé.—Non, l'on ne s'est pas plaint de cela pour tous les comtés du Bas-Canada. Je vais vous dire les choses telles qu'elles sont. C'est toujours à propos de ce même chemin de fer. Les comtés intéressés le plus directement à ce que cette grande œuvre fût complétée, et, entre autres, les villes de Québec, Montréal et Trois-Rivières, avaient promis au gouvernement de payer plusieurs millions pour l'aider à construire ce chemin de fer, et à présent que ce chemin est presque fini, quelques-unes de ces municipalités retardent et d'autres refusent de payer. Le gouvernement conservateur, ne voulant pas faire payer au reste de la Province ce que ces municipalités s'étaient engagées à payer, fit passer une loi pour les y forcer, mais seulement dans le cas où elles refuseraient. Mais M. Joly et ses amis n'ont pas été contents de cela, ils ont présenté une motion pour que cette loi ne passât pas. Ils ont mieux aimé, dans l'espérance de faire tomber le gouvernement, voter pour que ce soit le peuple de toute la Province qui payât les dettes de ces municipalités, et le calcul fait prouve que, si les libéraux eussent réussi, tous les électeurs de la Province, au lieu des dix-huit sous dont je vous ai parlé, auraient eu à payer chacun deux piastres par tête pour payer les dettes des autres municipalités.

L'électeur.—Ont-ils parlé de cela dans leur programme ?

Le Curé.—Non, ils n'ont pas osé ; ils attendent probablement après les élections pour faire ce beau coup.

L'électeur.—Mais, si tout cela est vrai, pourquoi le gouvernement a-t-il résigné ?

Le Curé.—Il n'a pas résigné ;—il a été renvoyé par le lieutenant-gouverneur, qui est un libéral forcené ; et cela, malgré la volonté de la grande majorité des représentants du peuple, qui comprenait les services rendus et la bonne politique du gouvernement conservateur.

L'électeur.—Mais est-ce que le lieutenant-gouverneur a le droit de renvoyer ainsi ses ministres ? J'ai toujours cru que c'était la majorité des représentants du peuple qui faisait et défaisait les ministères. J'étais donc dans l'erreur !

Le Curé.—Non, mon ami, vous n'étiez pas dans l'erreur ; le pouvoir réel dans ce pays, c'est le peuple par ses députés ;—nous avons été longtemps exposés à être gouvernés ainsi à coups de bâton, mais heureusement cela n'est plus.—Vous me parliez tout à l'heure de votre vieux père, il a dû vous raconter souvent ce qu'il en a fallu de misères et de sacrifices pour en arriver à faire gouverner le peuple par lui-même et non par des autocrates, despotes aux petits pieds et aux petites aspirations que nous envoyait l'Angleterre ; enfin, à force de dévouement, on obtint ce bon résultat. L'Angleterre nous reconnut le droit de nous gouverner nous-mêmes ; elle mit seulement pour condition qu'elle aurait un représentant au milieu de nous, et, pour la province de Québec, elle permit que ce représentant fût un Canadien-français comme nous : c'était un grand bienfait, mais l'Angleterre ignorait, et certes avec raison, que parmi nous il pût se trouver un homme capable de se faire tyran après avoir pleuré sur les hustings pour la liberté. Alors la Reine d'Angleterre donna à ce représentant des instructions, elle lui dit : le peuple du Canada est libre de faire ce qu'il voudra, laisse-le faire et n'oppose jamais ta volonté à la sienne. C'est ainsi que j'agis moi qui suis beaucoup plus puissante que toi, et ainsi j'ai fait le bonheur de mon peuple ; mais le lieutenant-gouverneur Letellier n'a rien voulu faire de cela, il a dit : “ *Le peuple n'est rien, c'est moi qui ai le pouvoir, je me moque des cultivateurs de la province de Québec et de leurs députés.* ” Là-dessus, il a